

# L'ÉDITO

**Béatrice Delvaux**  
EDITORIALISTE EN CHEF

## COMBINER INTÉRÊT GÉNÉRAL ET CONSCIENCE MORALE

**L**es familles et les individus qui se sont inscrits sur les pages Facebook de la Plateforme citoyenne pour héberger des migrants, ne se doutaient pas de l'onde de choc politique que leur geste de solidarité allait provoquer. Leur démarche d'il y a quelques mois et la chaîne « bouclier » de la Gare du Nord portent avant tout la marque des valeurs, qu'il est abusif et irrespectueux de qualifier de business gau-

chiste. On parle ici surtout de gens qui, sans intention séditieuse ou provocatrice, se disent individuellement qu'ils ne laisseront pas l'homme, la femme ou les enfants qu'ils ont sous les yeux, dormir dans le froid.

Mais Bart De Wever a raison sur un point : ce n'est pas tout d'avoir des valeurs et de poser des gestes d'humanité, encore faut-il élaborer des solutions et mener des politiques d'ensemble. Et cela n'est pas du ressort des citoyens mais des États et des partis politiques, qui en ces matières ont souvent failli pour ce qui est de la politique migratoire. L'Europe d'abord : aujourd'hui toujours,

faute de vision commune et d'anticipation, elle bricole des solutions bancales avec des pays membres repliés sur eux-mêmes et tétanisés par leur opinion publique. Elle a supprimé ses frontières internes, négligeant totalement d'organiser la gestion de ses frontières externes. Qui accueillir ? Comment ? Où ? Les

partis de gauche et de centre gauche ont eux aussi été incapables, en Belgique et en Europe, de définir et traduire en mesures, la politique d'accueil qu'ils revendiquaient au nom des droits de l'homme et de rassurer un électorat dont ils ont découvert qu'il avait aussi peur de l'« autre », faisant involontairement le lit des populistes. Aujourd'hui, Bart De Wever et la N-VA osent une hié-

### L'Union bricole des solutions bancales avec des pays membres repliés sur eux-mêmes

rarchie de priorités - l'identitaire, le sécuritaire et l'économique -, qui permet des déclarations tranchées et des politiques assumées, et phagocytent le débat faute d'alternative.

L'élaboration d'une politique migratoire mérite cependant mieux que l'hystérisation et les simplismes des uns, ou la paralysie intellectuelle et politique des autres. Personne ne défend l'ouverture totale des frontières : celles-ci doivent être contrôlées et associées au filtre de ceux qui

entrent sur le territoire. Le tout cependant doit toujours être jugé à l'aune des conventions internationales et du droit européen qui consacrent le devoir d'accueil, la reconnaissance de droits fondamentaux à toute personne sur l'espace européen et du droit d'asile à toute victime de persécution. La politique migratoire suppose aussi le respect de l'état de droit par le migrant mais aussi par les autorités amenées à l'accueillir.

Les États ont le devoir d'assortir l'encadrement ferme et humain au quotidien, d'une vision structurelle à long terme. On ne résoudra pas le problème des Soudanais ou des Erythréens du Parc Maximilien en les renvoyant chez eux ou en les empêchant d'entrer en Belgique. Il faut investir, coopérer sur place et pratiquer une politique étrangère cohérente qui

évite à ces hommes et femmes de fuir leur pays.

Devoir de nuance et sens des proportions sont aussi de mise : on ne peut de fait pas financer toute la misère du monde, mais dans le cas qui nous occupe, ce ne sont pas les 600 « trans migrants » soudanais qui vont faire exploser la sécu, l'État nation et l'État providence. La gestion de la migration passe par la nécessité d'éviter les débordements, mais sans agiter de fausses peurs ou s'asseoir sur les fondements démocratiques qui, oui, combinent l'intérêt général et la conscience morale.